

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 25 (1967)

Heft: [1]: L'Inde et la Suisse : problèmes du Tiers Monde

Artikel: Le développement économique de l'Inde

Autor: Etienne, Gilbert

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-136210>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 01.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le développement économique de l'Inde¹

Gilbert Etienne

professeur à l'Institut universitaire
de hautes études internationales, Genève

La toile de fond

Le 15 août 1947, Lord Louis Mountbatten, dernier vice-roi de l'Empire, remet aux dirigeants nationalistes de l'Inde un jeu de cartes très complexe: un Etat à la fois nouveau et très ancien, un pays très sous-développé économiquement et pourtant beaucoup plus avancé que maints autres pays du tiers monde.

Si la présentation d'un véritable bilan de l'époque coloniale dépasse le cadre de cet article, une brève esquisse s'impose pour mieux nous faire saisir les données d'aujourd'hui. A la fin du XVIII^e siècle, au moment où les Britanniques établissent leur pouvoir politique, ils se trouvent en présence d'une civilisation en perte de vitesse. L'empire moghol est pourri et s'émette sous les coups des Marathes, des Persans, des Afghans et des princes musulmans locaux. Malgré ce cadre politique verrouillé, la situation économique n'est pas catastrophique. L'industrie artisanale et le commerce restent florissants dans plusieurs régions. Comme à l'époque romaine et ultérieurement, l'Inde exporte plus de produits qu'elle n'en importe, le solde étant payé en or et en argent venus d'Europe. Quant aux structures administratives, elles sont loin d'être négligeables, malgré de multiples défauts.

Au cours de près de deux cents ans, les Britanniques ont simultanément beaucoup détruit, conservé et créé. A l'actif des colonisateurs figurent des postes importants: les Britanniques ont doté l'Inde d'un corps de hauts fonctionnaires dont on ne retrouve l'équivalent dans aucun autre empire colonial à l'époque. Aujourd'hui encore, les trois lettres ICS (Indian Civil Service) conservent un prestige justement mérité. Ce corps de fonctionnaires consiste en 1200 à 1500 agents triés sur le volet, bien rétribués et dotés de larges pouvoirs. Qui plus est, l'ICS s'ouvre peu à peu aux Indiens, au point qu'en 1947 il est en majorité indianisé. Dans les heures délicates de la transmission des pouvoirs, il sera un élément précieux de cohésion et d'efficacité.

¹ Il est exclu, en un espace si limité, de brosser un tableau complet du sujet. Nous avons réuni en annexe plusieurs données et chiffres de base utiles à connaître. En ce qui concerne la situation générale en Inde, nous renvoyons le lecteur à un très bon livre de vulgarisation sérieuse: *L'Inde en transition*, de B. P. Lamb, Marabout Université, 1966. Pour une étude plus détaillée, voir en particulier J. P. Lewis: *Quiet crisis in India*, Washington, Brookings 1962 et G. Rosen: *Democracy & economic change in India*, University of California Press, 1966. Nous avons été très succinct à propos de l'agriculture, sujet traité en détail dans notre ouvrage: *L'Agriculture indienne ou l'art du possible*, Paris, P.U.F., coll. Tiers Monde, 1966.

Non moins caractéristiques sont les progrès de l'éducation: les trois premières universités modernes de Bombay, Calcutta et Madras se créent en 1857. Tout un mouvement de scolarisation aux différents degrés se développe parallèlement.

Les Britanniques dotent leur empire d'une infrastructure ferroviaire, routière et portuaire très supérieure à celle de la plupart des autres colonies. Dans le secteur agricole, de gros travaux d'irrigation voient le jour: dans le bassin de l'Indus, entre le Gange et la Jamna et sur la côte du Coromandel. En même temps, la production se diversifie: les Anglais introduisent la culture du thé et stimulent celle du jute.

Le régime colonial est en revanche beaucoup moins actif dans le secteur industriel. En contribuant à la ruine d'une partie de l'industrie artisanale, notamment celle des textiles, les Britanniques créent en Inde des débouchés pour leur industrie moderne. Leurs efforts pour soutenir l'industrialisation locale sont tardifs et limités. Révélateur est à cet égard le cas de la sidérurgie. Sans le moindre soutien, et plutôt à l'encontre du scepticisme de Londres, les Tata (industriels parsis de Bombay) créent au début du siècle les premières grandes aciéries du pays à Jamshedpur, au Bihar.

A notre sens, le principal point faible du régime colonial est de provoquer un grave déséquilibre entre la population et les ressources. La première triple depuis la fin du XVIII^e siècle, tandis que les secondes n'arrivent pas à suivre. La terre disponible par cultivateur diminue; réduits au chômage, les artisans viennent grossir les rangs des paysans sans terre. Après 1920, d'exportatrice, l'Inde devient importatrice de céréales, avec un déficit alimentaire en augmentation constante. Quant à l'effort d'instruction publique et privée, il ne suffit pas par rapport aux besoins.

Ce déséquilibre pose un double problème aux dirigeants de l'Inde indépendante: il faut éléver le niveau de vie au prix d'une croissance économique accélérée et en même temps rattraper le retard accumulé depuis le XIX^e siècle.

Les tendances démographiques

Au recensement de 1951, l'Inde est encore dans la phase lente de la croissance démographique, avec un taux annuel d'environ 1,3 %, conséquence d'une mortalité très lourde (plus de 30 %). Dans la décennie qui suit, la population totale atteint 439 millions. La hausse démographique est de 21,5 %, ce qui donne aujourd'hui un taux annuel de 2 à 2,5 %. Cette évolution est extrêmement banale pour un pays en voie de développement, puisque aujourd'hui des taux de ce genre sont monnaie courante en Asie et en Afrique, quand ils ne sont pas plus élevés. Ils correspondent à un doublement des effectifs en trente à trente-cinq ans.

La principale cause de ce phénomène tout à fait nouveau dans l'histoire universelle tient à la baisse de la mortalité. Les progrès de la science, en particulier depuis la dernière guerre, permettent d'appliquer des mesures préventives de masse, aussi efficaces que peu coûteuses: campagnes anti-malariennes grâce au DDT, antibiotiques, vaccinations de plus en plus généralisées... Alors que la mortalité baisse

rapidement, la natalité reste élevée, faute de modifications dans le comportement des couples.

Peut-on transformer cette situation, en d'autres termes agir sur les deux plans: mortalité et natalité? Dès le début du premier plan quinquennal en 1951, le gouvernement indien prend des mesures pour favoriser la prévention des naissances. Les résultats restent modestes pour l'instant. Même dans les masses illettrées, nombre d'Indiens sont réceptifs à l'idée de régulation des naissances. Il s'en faut cependant qu'ils soient prêts à agir en conséquence. La gamme des moyens préventifs pose des questions complexes en matière d'organisation, de distribution, voire de conservation. N'oublions pas ces données fondamentales qui reviennent comme un leit-motiv dans tous les aspects du développement économique et social: 500 millions d'habitants (1966) répartis sur trois millions de kilomètres carrés dans 567.000 villages et 2700 villes.

Pendant longtemps, l'opinion dominante des démographes allait dans le sens d'une baisse inévitablement très lente de la natalité. La mise au point de la pilule d'usage buccal et plus récemment du stérilet permet-elle de raccourcir les délais? Faute de recul suffisant dans l'utilisation de ces moyens, il est malaisé de se prononcer. Le stérilet surtout provoque de gros espoirs. Certains démographes estiment qu'il serait susceptible de provoquer une forte baisse de la natalité d'ici dix à quinze ans. Les observations que nous avons faites dans plusieurs pays sous-développés nous laissent perplexes. Le stérilet exige un médecin, ou en tout cas un bon assistant, pour être posé de manière satisfaisante. A côté de ce premier obstacle, il en est d'autres dans l'organisation de la propagande.

En substance, ce serait un résultat déjà très satisfaisant si, dans une dizaine d'années, la natalité commençait à baisser de manière substantielle. C'est dire qu'à moyen terme, peu importent les efforts de limitation des naissances, la pression démographique va subsister et même s'alourdir.

Le cadre politique

L'Inde est un des pays relativement peu nombreux du tiers monde à avoir adopté et su conserver jusqu'à ce jour un système politique de démocratie parlementaire. Celui-ci s'est trouvé sanctionné à trois reprises par des élections générales au suffrage universel, en 1952, 1957 et 1962. Les prochaines élections auront lieu en février 1967.

En ce moment la situation est assez fluide. Le parti du Congrès n'échappe pas à l'inévitable érosion d'un très long exercice du pouvoir. Le gouvernement donne des signes d'affaiblissement et les violations de l'ordre public prennent des proportions alarmantes. Même en tenant compte des dimensions du territoire, force est de constater que rarement les vagues d'agitation ont été si nombreuses: en automne 1966 plusieurs universités du nord de l'Inde sont secouées de troubles violents; des manifestations leur succèdent à Visakhapatnam (sud) en vue de réclamer la localisation dans ce port de la prochaine aciéries. Puis surviennent les émeutes au sujet de

l'abattage des vaches. (Les extrémistes de droite réclament l'interdiction dans tous les Etats.)

Est-ce à dire qu'un naufrage politique se profile à l'horizon ? Il faut tout d'abord exclure une révolution, au moins à court terme, car les partis d'opposition, notamment les communistes, sont trop faibles et divisés à l'échelle nationale pour obtenir plus que des succès localisés. D'aucuns se demandent par contre si un coup d'Etat militaire à la pakistanaise serait possible. Jusqu'à maintenant cette hypothèse a toujours été écartée. Elle est peut-être moins irréelle aujourd'hui.

Une autre perspective est le pourrissement toujours plus prononcé du corps politique sous l'effet des factions de tout genre, principalement à l'intérieur du parti du Congrès qui constitue un groupement très hétérogène. Les conséquences seraient très lourdes pour l'économie, comme on l'a vu au Pakistan dans la période troublée qui a précédé le coup d'Etat du maréchal Ayub Khan en 1958. Il est évident que, sans un minimum de stabilité politique, un développement cohérent et assez puissant ne serait pas possible.

A l'heure actuelle, il est prématuré de se prononcer sur ces différentes hypothèses. A côté de nombreux pêcheurs en eau trouble, de politiciens sans scrupules et d'ignorants des réalités économiques, de nouvelles élites montent en ligne dans tous les domaines: hommes politiques, hauts fonctionnaires, industriels, ingénieurs, professeurs... plus soucieux d'efficacité que de belles paroles.

Une autre caractéristique de base de l'Inde tient à ses structures fédérales. Il s'agit d'une Union d'Etats dotés d'une assez large autonomie, attachés à des particularismes locaux souvent très puissants, qu'il s'agisse de la langue, de la caste, du niveau économique, du degré d'industrialisation ou de l'agriculture. Les créateurs de l'Inde moderne ont certes eu raison de renoncer à une armature trop fortement centralisée, système impensable dans un territoire si diversifié. Il faut cependant relever que les structures fédérales rendent l'organisation du développement fort complexe. Il en résulte des lenteurs, des taux de croissance très inégaux, des Etats en bonne santé politique et d'autres où l'équipe dirigeante est rongée d'un véritable cancer. Que de différences par exemple entre l'Uttar Pradesh, engourdi économiquement¹ et atrophié par les factions au sein du parti dirigeant, le Congrès, et Madras en plein essor agricole et industriel où le gouvernement est efficace et homogène.

Les conceptions de la planification économique

Avant l'indépendance déjà, les nationalistes indiens se sont préoccupés de l'avenir économique de leur pays autour de quelques principes directeurs qui se caractérisent par un rejet simultané du marxisme-léninisme et du laissez faire de l'Europe libérale. Il en résulte une sorte de neutralisme économique correspondant assez bien à la politique étrangère de New Delhi face aux deux blocs. Dans cet esprit, les Indiens

¹ Sauf les dynamiques districts de l'ouest.

éprouvent une attirance vers des formules socialisantes (socialist pattern of society), dont l'intensité varie selon l'opportunité du moment.

Dans le secteur agraire, il est hors de question de recourir à des formules radicales, que ce soit un partage des terres ou une collectivisation. Les lois agraires qui relèvent des Etats visent à éliminer les abus les plus criants en matière de propriété, de crédit, de salaires pour les manœuvres agricoles. Sans être négligeables, les résultats sont inévitablement assez limités.

Dans les autres secteurs la méthode suivante est appliquée: à part quelques nationalisations (compagnies d'assurance-vie et d'aviation) l'Etat laisse le champ relativement libre aux entreprises privées et autorise leur expansion moyennant certains contrôles. Par ailleurs, il prend à sa charge une partie de l'industrialisation, en particulier dans le secteur lourd.

Les plans quinquennaux

Sans reprendre les détails des plans qui figurent en annexe, essayons de retracer les principales étapes de la planification.

Le premier plan 1951-56 représente une phase de reconstruction et de mise en train. Il s'agit de jeter les bases de l'expansion subséquente, en ménageant une place importante à l'infrastructure et à l'agriculture. Il se solde par un indéniable succès. Les efforts des hommes sont, sauf dans les premières années, favorisés par une nature clémente. La production agricole augmente en même temps que les importations de céréales baissent.

Forts de ces premiers résultats, les dirigeants de l'Inde se lancent dans une deuxième étape, 1956-61. Le volume des investissements augmente et leur répartition se modifie. C'est l'époque où la doctrine socialiste se précise. L'industrie lourde, principalement dans le secteur public, doit progresser à travers la création de trois aciéries d'un million de tonnes/lingots chacune, d'entreprises d'équipement lourd métallurgique et électrique, d'usines d'engrais chimiques, de nouvelles raffineries de pétrole, de fabriques de machines-outils. De son côté, le secteur privé s'accroît dans les industries légères et dans la sidérurgie.

Cet attrait pour l'industrie lourde est dû en partie aux succès remportés sur le front agricole, en partie à l'influence du modèle soviétique et aux tendances socialisantes de plusieurs dirigeants, dont le premier ministre Nehru.

L'agriculture et les travaux d'irrigation ne sont pas négligés, bien qu'on éprouve le sentiment d'un relâchement, au moins partiel, au profit de l'industrie.

Le troisième plan (1961-1966) élargit les tendances amorcées par le deuxième, avec quelques modifications. Le volume des investissements publics et privés continue à s'élever, les grands projets du secteur lourd se poursuivent et d'autres sont mis en chantier. Les progrès atteints dans les transports et communications permettent d'accorder une place comparativement moins élevée à ce secteur, tandis que dans l'agriculture au contraire, les investissements croissent en chiffres absolus et en pourcentage du total.

Les résultats des plans

Une littérature abondante et sommaire¹ donne de l'Inde une image de stagnation, de gabegie administrative, d'injustice sociale et de tabous où les vaches, les singes, les oiseaux et les rats finissent par constituer un véritable jardin zoologique. Ces reportages sont renforcés par les impressions hâtives de voyageurs qui restent hypnotisés par le mendiant en faction à la porte de leur hôtel.

En réalité la vie politique et économique indienne est faite de contrastes, de courants dynamiques qui luttent contre des forces statiques. Rappelons l'évolution de quantités de villes: l'extension des anciens centres industriels et l'essor de nouveaux pôles de croissance, Poona et Bangalore dans le Deccan, la banlieue de New Delhi dans le nord, où les usines ont chassé les chacals et les rares panthères qu'il arrivait au voyageur de rencontrer il y a une douzaine d'années! Des cités nouvelles se dressent dans les zones riches en fer, en charbon et en manganèse, au Bengale, au Bihar, en Orissa, au Madhya Pradesh. Elles entourent les aciéries, les fabriques de biens d'équipement, de camions, de locomotives...

Autre marque de progrès, l'essor des industries de biens de consommation dans le secteur privé. Toute une gamme de produits allant des bicyclettes aux articles en plastique en passant par les marmites à pression et les postes de radio sont maintenant « made in India ».

Dans les campagnes, les Etats du Panjab et de Madras qui, en 1947, ne se suffisaient pas en céréales disposent aujourd'hui d'un excédent lorsque les conditions climatiques sont normales. Les cultures commerciales, notamment la canne à sucre, ont beaucoup progressé. De nouvelles terres sont mises en valeur dans le piémont himalayen ou sur le plateau du Deccan. L'économie monétaire pénètre plus avant dans les campagnes avec les nouvelles routes et les lignes d'autobus.

Parallèlement il est vrai, de très vastes régions restent dans la stagnation parfois totale, accablées sous le poids de leurs tabous² ou de leur inertie. Nombre de paysans sans terre répondent d'une manière tristement négative et laconique quand nous leur demandons si leur niveau de vie s'est amélioré depuis quinze ans. Que dire aussi des quartiers misérables des grandes villes où s'entasse un prolétariat désœuvré et démuni de tout ?

Sans reprendre tous les indicateurs de croissance que le lecteur trouvera en annexe, rappelons qu'entre 1951 et 1961, l'indice de la production industrielle passe de 100 à 200, il atteint 259 en 1965. La puissance électrique installée se multiplie par cinq entre 1950 et 1965. De son côté, la production alimentaire de base (céréales et légumineuses) augmente de 35 à 40 % entre 1951 et 1961.

Preuves d'un indéniable mouvement économique, ces chiffres sont en quelque sorte dilués dans la masse des habitants. Caractéristique est le cas de l'électricité,

¹ Principalement en français.

² En particulier le refus de labourer de ses propres mains dans les hautes castes du Bas-Gange, du Gange moyen et de certaines régions du sud.

dont la consommation annuelle par tête est, malgré des progrès spectaculaires, de 60 à 70 Kw/h.

Si l'économie indienne est en marche, la période du III^e Plan a vu se cristalliser plusieurs phénomènes qui ont gravement ralenti sa progression. Tout d'abord les conditions météorologiques sont particulièrement néfastes pour l'agriculture (*cf.* plus bas). Deuxièmement, les combats d'octobre-novembre 1962 entre la Chine et l'Inde dans l'Himalaya et les opérations militaires de septembre 1965 entre le Pakistan et l'Inde provoquent un fort gonflement des dépenses pour la défense nationale, qui passent de 2,8 milliards de roupies au budget de 1960-61 à 9,4 milliards pour 1966-67.

En matière de planification, de graves difficultés d'organisation apparaissent comme si l'appareil administratif n'arrivait plus à suivre l'accroissement des investissements et des responsabilités. Révélateur à cet égard est l'écart entre l'aide étrangère promise et celle qui est effectivement accordée (*cf.* annexe). Même si les bailleurs de fonds sont responsables d'une partie des retards, il est certain que bon nombre de délais sont dus à des facteurs d'origine locale.

Conscient de ce danger, le gouvernement fait depuis quelques années un indéniable effort en vue de simplifier les procédures administratives, d'améliorer le rendement du secteur public, d'accorder plus d'autonomie aux entreprises de l'Etat. Il nous semble qu'en 1964, au moment où nous les visitons, les trois grandes aciéries du secteur public¹ ont passé leur crise de croissance, ce qui n'est pas le cas de la Heavy Engineering Corporation (équipement lourd du secteur public), ni de l'industrie des engrâis chimiques. Un exemple particulièrement positif est en revanche celui de Hindustan Machine Tool, groupe de fabriques de machines-outils², qui exporte aujourd'hui une partie de ses machines jusqu'en Suisse. C'est de HMT également que dépend la première fabrique de montres créée avec l'appui de la maison japonaise Citizen.

L'Etat fait face à des tâches non moins lourdes dans l'agriculture. Le crédit coopératif soutenu par la Reserve Bank (banque nationale) a presque décuplé entre 1951 et 1961 pour atteindre 2 milliards de roupies de crédit à court et moyen terme, accordé en une année à travers un réseau toujours plus serré de coopératives. Ce montant a probablement plus que doublé entre 1961 et 1966. L'essor des campagnes est aussi soutenu par les blocs de développement communautaire, système créé à partir de 1952. Il s'agit d'encadrer les paysans grâce à des services de vulgarisation et d'animation. L'ensemble des villages est aujourd'hui groupé en 5.238 blocs, avec un personnel d'au moins vingt cadres par unité. La mise en place d'un tel appareil ne va pas sans de sérieuses failles. On tend à sous-estimer le poids des responsabilités confiées à des fonctionnaires moyens ou subalternes dont les aptitudes et le rôle sont limités pour des raisons très naturelles. Il en résulte des progrès qui, tout en étant appréciables, restent en deçà des espoirs. Déjà en 1963, un groupe d'experts

¹ Cf. *Revue économique et sociale*, Lausanne, octobre 1965.

² La première fabrique a été créée en collaboration avec la maison suisse Bührle.

indiens constatait que: « L'organisation peu satisfaisante de l'administration est de loin le principal facteur responsable des progrès insuffisants de l'agriculture ¹ ».

Les innombrables difficultés rencontrées dans l'organisation des programmes et leur exécution se répartissent en deux catégories: dans la première interviennent la très réelle complexité des problèmes de développement et les impondérables socio-politiques qui perturbent les solutions rationnelles. Il est certes facile de critiquer du dehors les défauts d'exécution, mais lorsqu'on se trouve confronté à cette dernière, au niveau de l'usine ou du village, on apprend à devenir modeste et à reconnaître le caractère inévitablement imparfait des mesures prises.

A ce premier groupe de facteurs s'ajoute le type de planification choisi et c'est là où les responsabilités des dirigeants apparaissent plus clairement. L'Inde a choisi une forme modérée de socialisme en laissant au secteur privé un grand champ d'action. Il était, par ailleurs, logique que l'Etat assume la charge d'une partie au moins de l'industrie lourde où le secteur privé manquait des moyens nécessaires. On peut néanmoins se demander si une approche plus pragmatique n'aurait pas donné de meilleurs résultats. En substance, l'Etat devait intervenir dans l'économie tout en limitant son action à l'indispensable, ce qui n'a pas toujours été le cas, d'où la réorientation partielle de son action dont nous parlerons plus bas.

L'aide étrangère

Si l'alourdissement de la fiscalité et le marché des capitaux arrivent à peu près à assurer les sources internes du financement, l'Inde doit faire appel à un gros appui de capitaux extérieurs pour équilibrer la balance des paiements. La progression des exportations est très fortement dépassée par celle des importations (cf. annexe) et l'écart subsistera pendant de longues années.

Jusqu'à maintenant, l'aide étrangère a pu combler tant bien que mal le déficit. Les principaux pays occidentaux, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon ont constitué, en 1958, un consortium sous l'égide de la Banque mondiale. Chaque année, le montant de l'aide est fixé par voie de négociations entre les différents partenaires. Au cours du III^e Plan, il est d'environ un milliard de dollars par an.

L'Union soviétique et les autres pays de l'Est européen apportent leur contribution. Sur les 30 milliards de roupies d'aide accordée en date du 1^{er} octobre 1965 (cf. annexe), environ le sixième est assuré par les pays communistes. Pour l'aide utilisée, il s'agit d'un septième à un huitième. Cette proportion est encore réduite lorsqu'on inclut les surplus agricoles américains.

Les conditions de crédit ne sont pas uniformes. Elles vont des *soft loans* de l'Association internationale pour le développement ², remboursables en dollars en cinquante ans, avec non pas un intérêt, mais une commission de 0,75 % par an, aux crédits

¹ *Report of the working group on inter-departmental and institutional coordination for agricultural production*, 1963. Government of India, Ministry of Food and Agriculture.

² Filiale de la Banque mondiale.

accordés selon les conditions du marché des capitaux: remboursement en cinq à dix ans à 5 ou 6 %. La part des subventions (*grants*) tend à diminuer par rapport aux crédits.

L'évolution financière se traduit par un épuisement de plus en plus aigu des réserves en devises et une inquiétante accumulation des dettes. Le simple service de celles-ci ne cesse de croître. En 1964-65, il est de 1,2 milliard de roupies contre un milliard l'année précédente.

En vue de stimuler l'économie et en particulier le secteur des exportations, le gouvernement a dévalué la roupie en juin 1966 (*cf. annexe*). Cette mesure a rencontré l'approbation de nombreux milieux financiers internationaux, mais va-t-elle correspondre aux espoirs du gouvernement ? Il semble que les premiers résultats sont plutôt décevants.

La crise alimentaire de 1966

A toutes ces difficultés s'en ajoute une autre qui, peu à peu, domine la scène économique : la crise alimentaire qui culmine en 1966. Comme nous l'avons vu, au cours des deux premiers plans la production a dépassé la progression démographique, la première avançant de 35 à 40 %, la seconde de 21,5 %. Les efforts entrepris et des conditions atmosphériques plutôt favorables expliquent ce progrès, mais, même à la fin du II^e plan, les importations de céréales oscillent entre trois et quatre millions de tonnes par an.

Le troisième plan est frappé de la plus noire malchance. Pendant les trois premières années, la production piétine à la suite de conditions atmosphériques défavorables ou médiocres. Dans l'intervalle, la population augmente d'au moins trente millions d'âmes et les importations passent à un peu plus de six millions de tonnes. En 1964-65, la nature se montre exceptionnellement généreuse et la production de céréales et légumineuses fait un bond de 10 % pour atteindre 89 millions de tonnes. Au moment où la tension allait décroître, arrive la mousson catastrophique de 1965. Les récoltes d'automne (Kharif) sont très durement touchées et celles qui suivent au printemps 1966 (Rabi) sont plutôt faibles. La production pour 1965-66 est estimée à 72 millions de tonnes.

Sur les 330 districts de l'Inde, 125 sont menacés de famine à la suite de la sécheresse. Grâce au blé américain (11 millions de tonnes en douze mois) et à l'effort des Indiens pour le distribuer, le pire est évité. Dans six districts seulement (Orissa), le front alimentaire cède temporairement et l'on signale des poches limitées de famine. Contrairement à ce qu'affirment une foule de reportages tendancieux¹, l'Inde réussit à éviter la répétition des terribles catastrophes du passé. La dernière famine, celle du Bengale, en 1943, avait éliminé entre 1,5 et 3 millions d'âmes sur une population de 60 millions.

¹ Cf. par exemple, *Paris-Match* du 2.7.66

L'alerte est à peine passée que de nouveau la nature s'acharne sur l'Inde. La mousson de 1966 est en moyenne plutôt médiocre et même très mauvaise dans certaines régions, principalement au Bihar et dans l'est Uttar Pradesh. Des mesures d'urgence sont en train d'être prises pour éviter la famine qui menace ces Etats.

Dans un pays où près de la moitié du revenu national découle de l'agriculture et où plus des deux tiers des hommes y trouvent leur emploi, on imagine sans peine les répercussions de ces saccades. Lorsque la mousson est généreuse, tout l'appareil économique se détend. Lorsque la mousson est faible ou excessive, l'ensemble de l'économie est ébranlé. Fait banal dans le tiers monde, le phénomène est, en l'occurrence, aggravé par l'ampleur des récentes calamités naturelles.

Le besoin de réorienter la stratégie du développement

Déjà depuis le début du III^e plan, les planificateurs indiens attachent une attention plus grande à l'agriculture. Ils s'efforcent de donner plus d'importance aux activités économiques¹ des blocs de développement communautaire; le crédit rural s'élargit et dans certains Etats se simplifie. On commence à adopter une méthode sélective: sous le nom de *package programme*, un effort intensif est entrepris dans des régions où le progrès potentiel est relativement aisé et large. Il s'agit, dans ces zones, de renforcer l'appareil de soutien aux paysans: mieux étoffer le personnel administratif, accorder davantage de crédit, fournir plus d'engrais chimiques, de semences sélectionnées, de pesticides...

Au niveau de la planification, d'autres tendances très saines se cristallisent, en particulier l'importance à donner aux petits travaux d'irrigation, dont l'exécution est simple, rapide et peu coûteuse. Cette évolution aurait dû se traduire par une hausse de la production, alors que le III^e plan se termine avec des récoltes inférieures de 10 % à celles de 1961, comme si la nature voulait déjouer l'effort des hommes.

La situation n'est pourtant pas désespérée. Avec un minimum de chance, une bonne reprise de la production devrait s'opérer, mais il importe de renforcer les tendances que nous venons d'évoquer grâce à un ordre assez simple de priorités à l'échelle de l'économie nationale:

1. agriculture
2. industries qui soutiennent l'agriculture ou utilisent ses produits
3. industrie lourde.

Le premier point se passe de commentaires avec l'alerte de 1966 et celle qui sonne aujourd'hui au Bihar et dans l'Uttar Pradesh. Le deuxième appelle quelques explications. Trop souvent ces dernières années, l'agriculture n'a pas obtenu assez d'engrais chimiques. Ce secteur a subi des retards considérables puisque la production locale atteint 400.000 tonnes en 1966, face à un objectif de 1,2 million de tonnes.

¹ L'approche polyvalente (à la fois sociale et économique) est peu à peu modifiée dans le sens d'une priorité aux activités ayant une influence directe sur la production agricole.

Le ciment représente un autre poste non moins décisif pour l'exécution des ouvrages d'irrigation. Or, la production en 1966 est d'environ 10,5 millions de tonnes (objectif 13 millions de tonnes, ramené en 1963 à 12 millions). Faut-il, dans ces conditions, s'étonner des retards observés dans l'irrigation ? A combien de reprises n'observons-nous pas la scène suivante : un paysan obtient un crédit pour creuser un puits, le travail reste en panne, car les sacs de ciment n'arrivent pas.

D'autres industries exercent une influence non moins prononcée sur l'agriculture, ce sont celles des insecticides, de l'outillage agricole, en particulier les tubes et les petites pompes d'irrigation.

Simultanément, les industries qui transforment les produits agricoles jouent un rôle stimulant. Une raffinerie de sucre constitue, par exemple, tout un pôle de développement. La fabrique accorde aux paysans du crédit, des engrains chimiques, des plants sélectionnés. Il en résulte un double mouvement : les cultivateurs améliorent leurs récoltes et leur niveau de vie. La fabrique augmente son volume de production. C'est ce qui explique une partie de l'écart entre les zones dynamiques de l'ouest Uttar Pradesh et les zones semi-stagnantes dans l'est du même Etat¹.

Quant à l'industrie lourde elle n'aurait droit qu'à la troisième place.

Ce schéma que la Chine applique avec beaucoup de réalisme depuis la fin de 1960 n'est pas encore tout à fait admis en Inde, quoi qu'il gagne du terrain. Il répond à un ordre logique auquel nombre d'autres pays en voie de développement n'échappent pas non plus.

Un dernier secteur est aussi en voie d'amélioration, c'est celui de la distribution. Non seulement ciment et engrains chimiques manquent, mais encore ils passent par un lourd appareil étatique de distribution. Le gouvernement a récemment aboli toute une série de contrôles à propos du premier et il a autorisé les futures fabriques d'engrais chimiques à commercialiser elles-mêmes leurs produits².

Le paysan et la terre

Il nous reste à évoquer le paysan indien que toute une littérature médiocre nous peint sous les traits du fatalisme et de l'indolence. Ici aussi « la vérité n'est que dans les nuances », pour reprendre les termes de Benjamin Constant. Plusieurs régions sont engagées, et parfois de longue date, dans un large processus de croissance économique grâce à l'esprit d'entreprise des paysans, à leur travail et à leur intelligence³. C'est le cas, notamment, lorsque les castes dominantes ont une vocation et une tradition agricoles bien définies. Dans d'autres parties de l'Inde, le paysan est bel et

¹ Dans les premières, l'essor de la canne à sucre a été un des facteurs de base du développement. Dans l'est, faute d'usines et de marchés, la canne à sucre ne joue qu'un rôle secondaire.

² L'expérience du Pakistan est révélatrice : au début de 1964, le gouvernement de la province occidentale libéralise le commerce des engrains chimiques. Les 50.000 t. qui étaient en surplus disparaissent en huit mois et bientôt la demande dépasse l'offre.

³ Signalons au passage combien il est fallacieux de penser que, sans les bienfaits de l'école primaire, obligatoire et gratuite, un paysan n'arrive pas à améliorer le rendement de ses terres.

bien apathique, incapable d'améliorer son sort, d'où un progrès inévitablement très déséquilibré selon les régions et les hommes.

Les conditions naturelles entrent aussi en ligne de compte. L'avenir réside dans les plaines alluviales où les sols sont en général bons et où les possibilités d'irrigation sont étendues. Un taux d'irrigation de 50 à 70 % des terres cultivées, sinon davantage, n'a rien d'utopique dans de telles régions. Il en résultera toute une « cascade » de progrès subséquents qui relèveront les rendements du simple au double, sinon plus. De vastes zones du Deccan ont, en revanche, un avenir limité: un Etat comme le Maharashtra (Bombay) n'arrivera guère à irriguer plus de 20 % des terres cultivées (6 % en 1961). L'eau manque, les sols sont souvent médiocres et usés par l'érosion.

En présence de l'ensemble de ces facteurs, on peut affirmer qu'une partie des campagnes a déjà « décollé », qu'une autre est sur le point de prendre son essor, et que la troisième reste stagnante.

Dernier facteur, les structures agraires. Elles sont certes imparfaites, mais comme nous l'indiquons en annexe, la majorité des terres sont divisées en domaines rentables ou susceptibles de l'être. C'est dire que dans ce domaine également la partie n'est nullement désespérée. Plutôt que d'imaginer de nouvelles réformes inconcevables dans le cadre socio-politique actuel, mieux vaut utiliser au maximum les éléments dont on dispose aujourd'hui, même s'ils sont loin d'être satisfaisants.

Les perspectives du IV^e plan ¹

Nous avons esquissé plus haut quelques indices de changements dans les conceptions économiques de l'Inde, pouvant se résumer par une tendance vers un pragmatisme plus marqué. Dans quelle mesure le IV^e plan 1966-71 confirme-t-il cette évolution ? Pour l'instant il s'agit du projet de plan, soumis encore à la discussion. Il est possible qu'il fasse l'objet de modifications, notamment par une réduction de son volume.

Ses caractéristiques les plus saillantes sont le souci de diminuer à long terme les importations tout en stimulant les exportations, de mieux pousser l'agriculture et les industries qui lui sont liées, d'enrayer l'inflation dont les proportions sont devenues alarmantes, d'élargir le programme de prévention des naissances.

Le plan envisage un volume total d'investissements publics et privés de 213,5 milliards de roupies, auxquelles s'ajoutent 24 milliards affectés aux premières dépenses de fonctionnement de plusieurs nouveaux projets. L'agriculture et les secteurs qui lui sont liés (irrigation, certaines industries) absorbent plus de 50 milliards. Les importations et le service de la dette sont estimés à 143 milliards en cinq ans. Face aux exportations de 80,3 milliards, il reste un découvert de 63 milliards que devrait combler l'aide étrangère: les crédits publics et les investissements privés étrangers ², soit au total 8,4 milliards de dollars au nouveau taux de change.

¹ cf. *Fourth five year plan, a draft outline*, New Delhi, Planning Commission, 1966.

² On décèle une tendance toujours plus nette à encourager les investissements privés étrangers. Le plan compte sur 900 millions de \$ U.S. (p. 83).

Ces caractéristiques de base appellent quelques commentaires. Le premier élément d'incertitude tient au volume des capitaux. Déjà au cours du III^e plan, un gros écart est apparu entre les fonds disponibles et l'organisation du développement. La situation risque fort d'empirer au moment où les investissements vont plus que doubler (un peu plus de 100 milliards de roupies pour 1961-66). Ne serait-il pas préférable de consolider ce qui a été acquis et d'éviter le spectacle de ces usines qui ne tournent pas à pleine capacité ? En d'autres termes, nous nous demandons si l'appareil du secteur public, les industries privées et les paysans sont en mesure de digérer tous ces capitaux.

Deuxièmement, peut-on parler d'une réelle réorientation du développement en faveur de l'agriculture ? Tout en soulignant l'importance accrue de ce secteur, les auteurs du plan ne donnent pas l'impression d'être véritablement obsédés par la situation agricole. L'ensemble des capitaux publics et privés dévolus à l'agriculture, à l'irrigation et aux industries de soutien passe à plus de 50 milliards de roupies ; le ciment et les engrains reçoivent une place de choix. Si ces capitaux représentent le double des investissements du III^e Plan, proportionnellement il n'y a pas de changement décisif dans la répartition des investissements (cf. plan p. 43).

Troisième sujet d'appréhension, l'aide étrangère. Le III^e Plan a bénéficié d'un peu plus d'un milliard de dollars par an. Le IV^e compte en gros sur plus de 8 milliards en cinq ans, sans compter les surplus agricoles américains. Il n'est pas certain que le consortium de la Banque mondiale, l'Union soviétique et les pays de l'est européen soient prêts à un pareil effort. En ce qui concerne les surplus agricoles américains, il est de plus en plus question à Washington de modifier la formule en usage. Au lieu d'un remboursement en monnaie locale, on envisage un remboursement à long terme en devises.

*

L'Inde peut certes se tirer de la situation délicate d'aujourd'hui. Le IV^e Plan introduit les correctifs hautement désirables, mais, va-t-il assez loin dans la voie du pragmatisme¹ et du soutien à l'agriculture ?

C'est sur ce tableau économique complexe que viennent se greffer les impondérables politiques. Comme nous l'avons vu, la position du Congrès s'est peu à peu affaiblie, sans que l'on voie émerger d'autres forces capables de le remplacer. Plus que jamais dans la phase actuelle, le pays a besoin d'un gouvernement stable et suffisamment fort pour mener à bien son programme économique. C'est dire les très lourdes responsabilités de ceux qui sont aujourd'hui aux commandes de l'Inde.

P.S. Les élections de février 1967 rendent la situation encore plus fluide. Le parti du Congrès conserve la majorité au parlement central et a constitué le cabinet de l'Union indienne. En revanche il sort battu dans plusieurs Etats. Si certains partis

¹ Voir la sévère critique du professeur Sovani « Planning and planners in India », the *Indian Economic Journal*, vol. XIII, no 4, 1966 (disponible à la bibliothèque de l'I.U.H.E.I.).

d'opposition, comme à Madras, sont parvenus à former un gouvernement homogène, dans d'autres Etats, l'on trouve des gouvernements de coalition réunissant des représentants de l'extrême gauche comme de l'extrême droite, ce qui ne va guère renforcer la stabilité politique des Etats en question. Quant aux relations entre le pouvoir central congressiste et les Etats non congressistes, il faudra voir comment elles évolueront, car jusqu'à maintenant il n'y a eu qu'un précédent au Kerala en 1957.

Annexe

DONNÉES DE BASE SUR L'INDE

Problèmes politiques

Système politique : structures fédérales et démocratie parlementaire.

Pouvoir central : président de la république, cabinet qui exerce les fonctions de l'exécutif et qui est responsable devant le parlement (système bicaméral : chambre du peuple et chambre des Etats).

Les Etats : 17 avec un gouverneur désigné par le président de la république, un cabinet élu responsable devant le parlement local (une ou deux chambres).

Territoires de l'Union : Delhi, Goa, Pondicherry, Andaman, etc. relevant directement du centre.

Elections : au suffrage universel, système majoritaire, tous les cinq ans : 1952, 1957, 1962, 1967.

Partis politiques (situation après les élections de 1962). Chambre du peuple : congrès, 361 membres (45 % des suffrages); parti communiste 29 (9,9 %); parti socialiste praja 12 (6,8 %), Swatantra (indépendants de droite) 18 (6,8 %); Jan Sangh (extrême droite) 14 (6,4 %); divers 59 (24,9 %).

Etats : majorité absolue du congrès, sauf au Kerala.

Précision : congrès réunissant des tendances très diverses d'où abondance de factions internes; parti communiste divisé en deux groupes, tendances pro-soviétiques et pro-chinoises.

Population :

439 millions au recensement de 1961 (augmentation décennale + 21,5 %).

Superficie : 3,26 millions de km². Population rurale : 359 millions (82 % de la population totale) 566.878 villages. Population urbaine : 80 millions (18 % de la population totale) 2.700 villes. Minimum d'instruction : 105 millions.

Langues : 14 langues principales (382 millions d'habitants) 17 langues secondaires (50 millions) et des centaines d'autres langues et dialectes.

Principales religions : Hindous 83,50 %; Musulmans 10,7 %; Chrétiens 2,4 %; Sikhs 1,8 %.

Agriculture

Répartition des exploitations agricoles :

47 millions d'exploitations en dessous de 2 ha. couvrant environ 20 % de la surface cultivée.

16 millions d'exploitations en dessus de 2 ha.

Grands domaines : 604.000 d'une dimension moyenne de 35 ha.

Superficie cultivée (1961) : 127 millions d'ha.

Doubles récoltes annuelles sur le même sol : 18 millions d'ha.

Superficie irriguée : 25,3 millions d'ha.

Progression des principaux secteurs de l'économie

Agriculture

	céréales et légumineuses		oléagineux		sucre brut		coton		jute	
	ind. prod.		ind. prod.		ind. prod.		ind. prod.		ind. prod.	
1949/50	100	55	100	5,2	100	5	100	2,6	100	3,1
1964/65	149	89	163	8,5	202	12,3	206	5,4	184	6,1
1965/66	130	72-75	—	—	—	—	—	—	—	—

production en millions de t., sauf le coton et le jute en millions de balles de 180 kg.

Industrie

	production	1950-51	1965-66
Charbon	32,8	70	millions de t.
Mineraï de fer	3,0	23	millions de t.
Acier laminé	1,04	4,6	millions de t.
Aluminium	4.000	65.000	t.
Machines-outils	3	230	millions de roupies
Ciment	2,73	9,8	millions de t.
Engrais chimiques (azote N)	9	234	milliers de t.
Engrais chimiques (phosphate) P_2O_5	9	400	131 milliers de t.
Filés de coton	534	967	millions de kg.
Tissus de coton	4.215	7.745	millions de m. } 1964-65

Energie

	1950-51	1965-66
Production électrique	5,3	36,4 milliards de Kwh.
Puissance installée	1,7	10,2 millions de Kw.

Indice de la production industrielle

	1950	1961	1965
	100	200	259

Transports et communications

Niveau déjà élevé à l'époque britannique (relativement à d'autres pays sous-développés) et amélioré depuis lors.

Réseau ferroviaire 1947: 54.700 km.; 1964: 57.600 km.

Routes asphaltées ou empierrées 1947: 146.000 km.; 1961: 236.000 km; 1966: 284.000 km.

Chemins et pistes 1947: 242.000 km.; 1961: 401.000 km.

Revenu national (estimations approximatives)

Revenu national en 1960-61: 141.400 millions de roupies

Revenu par tête en 1960-61: 326 roupies

Hausse du revenu national 1951-61: 42 % aux prix de 1960-61

Hausse du revenu par tête 1951-61: 16 % aux prix de 1960-61

En 1964-65, le revenu atteint par tête 348 roupies, mais il retombe au niveau de 1960-61 l'année suivante du fait des mauvaises récoltes.

<i>Répartition du revenu national</i>	<i>1960-61</i>
Agriculture	46,5 %
Mines et industries	16,7
Commerce et transports	19,3
Services	17,5
	100 %

Cours officiel de la roupie :

Fr. s. 0,90 avant la dévaluation de juin 1966

0,57 aujourd'hui

1 \$ US = 7,50 roupies après la dévaluation

Plans quiennaux

Investissements et premières dépenses d'expansion

	I ^{er} plan 1951-56	II ^e plan 1956-61	III ^e plan (prévisions) 1961-66
Secteur public	19,6	46	75
Secteur privé	<u>18</u>	<u>31</u>	<u>41</u> (milliards de roupies)
Total	37,6	77	116

Répartition des investissements

	II ^e plan			III ^e plan				
	publ.	privés	total	%	publ.	privés	total	%
Agriculture et développement commun	2,1	6,25	8,35	12	6,60	8,00	14,60	14
Grande et moyenne irrigation .	4,2	—	4,25	6	6,50	—	6,50	6
Energie	4,45	0,4	4,85	7	10,12	0,50	10,62	10
Artisanat et petite industrie .	0,9	1,75	2,65	4	1,50	2,75	4,25	4
Industrie et mines	8,7	6,75	15,45	23	15,20	10,50	25,70	25
Transports & communic.	12,75	1,35	14,10	21	14,86	2,50	17,36	17
Services sociaux	3,4	9,5	12,90	19	6,22	10,75	16,97	16
Stocks	—	5	5	8	2,00	6,00	8,00	8
Total	36,5	31,0	67,5	100	63,00	41,00	104,00	100

IV^e Plan (projet)

Investissements totaux	213,5 milliards de roupies
Secteur public	136
Secteur privé	77,5

Dans le secteur public interviennent en plus 24 milliards destinés aux premières dépenses courantes de plusieurs projets.

Aide étrangère

I^{er} et II^e Plans (1951-61)

Aide accordée (crédits et subventions)	17,86 milliards de roupies
Aide utilisée (1951-61)	10,86

III^e Plan (1961-66)

Solde disponible (1951-61)	7,00
Aide accordée (1.4.61-30.9.65)	<u>23,26</u>
Total	30,26
Aide utilisée (1.4.61-30.9.65)	17,56

Surplus agricoles américains (P.L. 480 remboursables principalement en roupies).

I ^{er} et II ^e Plans: aide accordée	11,47 milliards de roupies
aide utilisée	<u>5,50</u>
solde	5,97
III ^e Plan: aide accordée	<u>3,15</u>
(1.4.61-30.9.65) total	9,12
aide utilisée	7,63

Investissements privés étrangers

Situation le 31.12.64

Royaume-Uni	358,1	millions de livres sterling
Etats-Unis	93,9	
Allemagne de l'Ouest	14,6	
Suisse	9,1	
Japon	4,1	
divers	97,1	
	<hr/>	
	576,9	

Commerce extérieur

	1960-61	1964-65
Importations vers l'Inde	11,05	13,96 milliards de roupies
Exportations en provenance de l'Inde	6,30	8,02 milliards de roupies

Répartition du commerce extérieur

	Importations (pays principaux et la Suisse)	Exportations (pays principaux et la Suisse)	1964-65
Etats-Unis	4.360	1.511 millions de roupies	
Royaume-Uni	1.620	1.703 millions de roupies	
Allemagne de l'Ouest	1.090	179 millions de roupies	
URSS	780	824 millions de roupies	
Japon	775	625 millions de roupies	
Suisse	1964	151,3	54,3 millions de Fr.s.
	1965	177,4	49,6 millions de Fr.s.

La Suisse

Société d'assurances sur la vie Société d'assurances contre les accidents

**vie — accidents — maladie
responsabilité civile — véhicules à moteur
cautionnement**



Agences générales pour le canton de Vaud:

VIE
G. Amiguet tél. 021/23 08 35

Rue du Midi 3
Lausanne

ACCIDENTS
A. de Mercurio tél. 021/23 79 23